

INFO-PEP

Volume 2, Numéro 2
Décembre 2004



Visitez notre site Web :
www.pep-net.org

Quelques mots de la part des codirecteurs

Nous sommes fiers de vous livrer cette nouvelle édition d'*Info-PEP*. Ce bulletin est un moyen d'informer les chercheurs de PEP, les dirigeants, les universitaires et le public des activités récentes et à venir du réseau PEP et de ses membres.

Le Réseau de recherche sur les Politiques Économiques et la Pauvreté (PEP) a récemment terminé sa première phase de deux ans d'activité! Nous avons reçu au-delà de 400 propositions de recherche dont 46 ont été sélectionnées pour présentation à l'une des réunions de PEP, et 27 approuvés pour financement (l'approbation de certaines autres propositions est en cours). Notre dernière réunion générale à Saly (Sénégal, 16 au 20 juin) a été officiellement ouverte par le Président Abdoulaye Wade du Sénégal et réunissait 130 participants de toutes les régions du monde, parmi lesquels plus de 50 ont fait une présentations. Au moment de mettre sous presse, nous évaluons qu'une nouvelle vague de plus de 100 propositions seront présentées lors de la prochaine réunion générale qui aura lieu à Colombo, Sri Lanka, du 13 au 17 juin 2005. L'extraordinaire réaction des chercheurs à nos appels de propositions de recherche met en évidence la nécessité et l'intérêt d'un réseau pour les chercheurs des pays en développement étudiant les problèmes relatifs à la pauvreté.

Nous sommes très heureux d'annoncer que la première vague de rapports finaux et de cahiers de recherche commencent à paraître ; les sujets de recherche portent de la pauvreté multidimensionnelle au Sénégal (voir l'article de Jean-Bosco Ki dans cette édition) aux impacts sur la pauvreté de la réduction des subventions pour le carburant en Indonésie.

Notre proposition pour une seconde phase d'activité de trois ans a été officiellement présentée au CRDI. Dans cette nouvelle phase, nous visons à consolider les mécanismes en place, tout en portant progressivement notre attention sur la dissémination de la recherche, la décentralisation de notre gestion, les activités d'appui scientifique aux individus et institutions du Sud ainsi qu'à la recherche de nouvelles sources de financement. Nous avons d'ailleurs entamé cette deuxième phase par l'établissement d'un bureau PEP africain à Dakar, Sénégal!

Nous espérons que vous trouverez *Info-PEP* intéressant et utile. Nous vous invitons à nous faire part de vos commentaires afin d'améliorer les prochaines éditions. Bonne lecture.

Bien amicalement,

Celia Reyes et John Cockburn

Sommaire

[Résultats de recherche](#)

[Le discours d'ouverture à Dakar](#)

[Quatrième réunion générale à Colombo, Sri Lanka](#)

[Les nouveaux projets CBMS](#)

[Treize nouvelles subventions de recherche](#)

[Subventions pour séjour d'étude](#)

[Les cahiers de recherche](#)

[Appel continu pour les propositions de recherche](#)

[Autres subventions de recherche](#)

[Cotons d'Afrique : le poids des subventions mondiales](#)

[La phase 2 du Réseau PEP](#)

[Ouverture d'un bureau PEP à Dakar](#)

[Outils de recherche de littérature en ligne](#)

[Rencontres à surveiller dans le monde de la recherche](#)

[Nouvelles des membres](#)

[Le réseau de recherche sur les Politiques Économiques et la Pauvreté \(PEP\) en bref](#)

Résultats de recherche



Politiques d'échange et pauvreté au Zimbabwe—Une analyse microsimulée d'équilibre général calculable

Le Zimbabwe met en application de façon active les accords sur les politiques de libéralisation commerciale sans en connaître beaucoup sur les impacts possibles sur la pauvreté. La recherche présentée dans ce papier utilise une nouvelle génération de modèles calculables d'équilibre général qui intègrent des milliers de ménages (13 759 dans ce cas). En incluant les différents types de revenus et de consommations des ménages, cet outil est davantage en mesure de repérer les différents impacts des politiques d'échange selon les types de revenus et de consommation des ménages.

Des simulations indiquent qu'une politique de retrait complet des barrières tarifaires favoriserait l'agriculture de rente, qui est fortement exportatrice, mais aucun autre secteur. Par conséquent, les rendements du capital agricole et de la terre augmentent avec la libéralisation tarifaire, et ce, au bénéfice des ménages qui possèdent d'importantes quantités de ces facteurs. La majorité de ces personnes sont de riches fermiers opérant à grande échelle. Par ailleurs, ces fermes emploient de nombreux travailleurs non qualifiés qui voient donc augmenter leurs salaires au profit des ménages pauvres. D'autres facteurs de production — le capital industriel, la main-d'oeuvre

qualifiée — connaissent une réduction dans leur taux de rémunération. En même temps, la libéralisation commerciale réduit les prix des importations et, par le jeu de la concurrence, le niveau général des prix çà la consommation domestiques, ce qui est bénéfique pour tous les ménages.

Comme des ménages réels sont intégrés au modèle, nous sommes en mesure d'évaluer les impacts sur la pauvreté et l'inégalité. Nous observons que la pauvreté en général diminue dans l'économie alors que l'inégalité augmente. L'inégalité dans les régions rurales, où les fermes industrielles et les petites fermes cohabitent, augmente davantage que dans les régions urbaines. En conclusion, la libéralisation tarifaire réduit la pauvreté mais elle augmente les disparités de revenus.

Article rédigé par Margaret Chitiga, maître de conférence à l'Université de Pretoria en Afrique du sud

Pauvreté multidimensionnelle au Sénégal

L'approche monétaire de la pauvreté ne suffit pas toujours pour rendre compte des phénomènes multiples susceptibles d'empêcher toute vie décente et tranquille, du fait que la pauvreté est un phénomène multidimensionnel. D'où la nécessité de faire une analyse multidimensionnelle pour mieux identifier les pauvres ainsi que les stratégies permettant de combattre efficacement le phénomène.

Appliquée au cas du Sénégal, l'approche multidimensionnelle révèle que tous les ménages ne sont pas affectés par le même type de pauvreté. Les formes de pauvreté les plus répandues sont celles liées à la vulnérabilité de l'existence humaine (insuffisance

de capital humain et cadre de vie incommode), à l'insuffisance des infrastructures de base et au manque d'éléments de confort et d'équipement.

L'incidence de la pauvreté multidimensionnelle a été chiffrée à 58,4 % contre 48,5 % pour la pauvreté monétaire. Que ce soit au plan monétaire comme non monétaire, la zone rurale se trouve plus touchée que la zone urbaine. Cependant, il faut noter qu'en milieu urbain les ménages sont plus confrontés aux difficultés monétaires que non monétaires alors que c'est l'inverse qui prévaut en zone rurale. Malgré la présence du capital humain et des infrastructures, les ménages urbains ont toujours du mal à surmonter les difficultés monétaires. Ce qui remet en cause le bon fonctionnement des marchés, surtout celui de l'emploi.

Il faut noter également qu'il existe un lien positif entre la pauvreté monétaire et non monétaire. Parmi les pauvres monétaires, on dénombre 72 % de pauvres non monétaires, et parmi les pauvres non monétaires, on distingue 60 % de pauvres monétaires.

Vu cette physionomie de la pauvreté, les interventions d'ordre général pour augmenter la productivité du travail, conformément à la théorie des Welfaristes, doivent être privilégiées en zone urbaine où la pauvreté est à dominance monétaire, tandis que pour la zone rurale qui se trouve confrontée aux deux formes de pauvreté, une combinaison efficace d'interventions par ciblage, tributaires de l'approche des non Welfaristes et d'ordre général, est plutôt indiquée.

Article rédigé par Jean-Bosco Ki, Ingénieur statisticien et analyste financier à Dakar, Sénégal..

La malnutrition des enfants au Sri Lanka : les effets de contraste de la globalisation

Au Sri Lanka, la recherche a révélé que près d'un tiers de tous les enfants du pays souffraient de malnutrition. Les chercheurs se sont donc mis à s'interroger sur les effets de la globalisation sur la malnutrition des enfants.

En effet, la globalisation a créé de nombreuses opportunités d'emploi au Sri Lanka, particulièrement pour les femmes, au cours des quelques dernières décennies. Par ailleurs, la participation des femmes dans l'emploi salarié a des implications sur les ménages, et notamment sur les enfants. D'une part, elle peut augmenter le revenu total du ménage et, par conséquent, avoir des effets positifs directs sur le bien-être des membres du ménage. D'autre part, cette situation peut avoir des effets négatifs sur le statut nutritionnel des enfants, puisque les femmes disposent de moins de temps à consacrer aux soins des enfants quand elles s'engagent dans un emploi salarié. Les chercheurs ont évalué ces effets et une foule d'autres déterminants du statut nutritionnel des enfants préscolaires.

Les données primaires recueillies à partir d'un échantillon aléatoire de soixante mères avec des enfants préscolaires qui fréquentaient les cliniques de l'hôpital général de la région de Kandy au Sri Lanka (enfants en santé), ont été utilisées pour l'analyse. Le statut nutritionnel à court terme des enfants a été mesuré par le paramètre poids-pour-âge. Les déterminants de la malnutrition ont été évalués en utilisant l'analyse par la méthode des probits.

Selon les résultats de cette analyse, le revenu total du ménage, le poids de l'enfant à la naissance, l'âge de la mère, sa conscience de l'importance de la nutrition pour l'enfant et le temps qu'elle consacre à ses enfants ont un impact significatif sur le statut nutritionnel des enfants à court terme. Ces résultats impliquent que le revenu généré à travers l'augmentation du temps que les mères consacrent au travail salarié peut permettre d'atténuer la malnutrition des enfants, mais que cela ne peut se faire qu'au détriment du temps que les mères consacrent à leurs enfants, qui également, réduit la malnutrition des enfants. En conséquence, il est nécessaire de trouver un équilibre entre ces deux forces pour réduire les taux de malnutrition des enfants.

Article rédigé par Samantha Ekanayake, Ishara Rathnayake, Jeevika weerahewa et Anoma Auyawardana. Les auteurs sont des étudiants du troisième cycle d'études universitaires et des professeurs (maître de conférence) au département de l'économie rurale et de gestion des entreprises de l'université de Perademy.

Troisième réunion internationale du réseau PEP à Saly, Sénégal

C'est le président du Sénégal, M. Abdoulaye Wade qui a ouvert officiellement la réunion qui s'est tenue du 16 au 20 juin 2004. La réunion a bénéficié d'une importante couverture médiatique. Cette troisième réunion du PEP comptait un total de 130 participants et 50 présentations, y compris 13 nouvelles propositions, 8 rapports intérimaires, 4 rapports finaux, 18

documents de projets nationaux et 7 papiers présentés par des invités. Toutes les présentations ont bénéficié des traductions simultanées français-anglais et anglais-français. Du temps a également été réservé aux rencontres individuelles avec des personnes-ressources et à des réunions des comités de pilotage PEP.

Cette réunion générale du réseau PEP était précédée par un atelier de formation avancée de cinq jours organisé par les réseaux MPIA et PMMA, à Dakar (du 10 au 14 juin). L'atelier comportait des sessions plénières d'un jour sur le logiciel d'analyse de la pauvreté DAD et des questions relatives au genre (réseau MIMAP). L'atelier comportait également trois jours de sessions parallèles des réseaux PMMA et MPIA. Les sessions de formation du réseau PMMA portaient sur les dépenses publiques, le ciblage de la pauvreté, et les modèles de choix discret et panel. Les sessions du réseau MPIA ont couvert l'analyse dynamique de la croissance, la modélisation des questions liées au genre ainsi qu'une session avancée sur les matrices de comptabilité sociale. Plusieurs chercheurs ont participé à l'animation de l'atelier : Christian Emini, Selim Rahan, Damien Mededji, Lucas Ronconi, Souleymane Sikirou, Touhami Adelkhalek, Gaye Daffé, Johannes Tabi et Abdoulaye Zonon.

Veuillez prendre note que tous les papiers de la réunion sont accessibles au grand public à l'adresse www.pep-net.org/, et que chaque participant recevra sous peu un cédérom comprenant tout le matériel présenté à la réunion et aux sessions avancées de formation.

Le discours d'ouverture à Dakar

Par Bernard Decaluwé, 16 juin 2004, en présence de son Excellence M. Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal.

Excellence, Mesdames et Messieurs les ambassadeurs, les représentants des institutions internationales, Chers collègues et chers amis.

Que vous soyez d'Afrique du Sud, de Mongolie, du Pakistan, d'Indonésie, du Nigeria, du

Maroc, de Colombie... du Sénégal ou d'autres pays de notre grand village que constitue le monde d'aujourd'hui pour vous réunir à Dakar c'est sans doute parce que vous êtes convaincus que les intellectuels que vous êtes pouvez valablement contribuer au bien-être de nos populations et à une meilleure distribution des revenus tant au plan local qu'au plan international.

Puisque notre Réseau, (qui n'aurait sans doute jamais vu le

jour sans l'intuition éclairée, il y a plus de 10 ans maintenant, de quelques économistes visionnaires regroupés au sein du Centre de Recherche pour le Développement International du Canada)... Puisque notre Réseau dis-je s'intéresse plus particulièrement aux liens entre les politiques économiques et leurs conséquences sur la distribution des revenus et la pauvreté il est peut-être utile de s'interroger sur les raisons qui nous poussent à croire que nos travaux sont utiles à l'humanité.

Quelles sont donc les sources de la pauvreté et l'inégalité dans la distribution des revenus?

Il est commun aujourd'hui d'identifier trois sources de facteurs qui conduisent à des disparités dans les niveaux de bien-être.

La première catégorie se rapporte à un déficit important dans les dotations initiales en facteurs de production qu'il s'agisse de capital humain ou d'actifs physiques comme nous les nommons dans notre jargon

savant. Ainsi certains naissent doués, d'autres le sont moins, certains sont des fils à papa d'autres se développent seuls, certains ont accès à des infrastructures publiques - écoles, hôpitaux... - d'autres en sont dépourvus... En d'autres mots si vous êtes beau, en bonne santé, intelligent et si vous êtes le fils d'un grand propriétaire terrien, il est peu probable que vous viviez un jour dans l'indigence.

Mais il ne suffit d'être bien doté en facteurs de production. Encore faut-il pouvoir mettre en valeur nos avantages comparatifs à travers les échanges et le commerce. En d'autres mots, il faut avoir accès aux marchés. Vivre dans une région éloignée, en l'absence d'infrastructure de transport, ou l'existence d'un système de commercialisation monopolisé par quelques acteurs (qu'ils soient privés ou publics) peut vous empêcher de commercialiser votre production locale et vous maintenir pour longtemps dans une trappe de pauvreté. Il y a de nombreux exemples aujourd'hui ou un meilleur accès à la commercialisation des produits des ménages les plus pauvres a été le facteur clef de l'amélioration de leur bien-être.

Il reste une troisième catégorie de facteurs, moins économiques ceux-là mais tout autant importants et ils ont pour noms « absence de capacité », « exclusion », « exploitation ». En d'autres mots l'absence dans la société de valeurs respectueuses des individus, de leur liberté et de leur protection. Il est bon de se rappeler dans ce contexte cette phrase d'un homme célèbre (je ne me souviens plus du nom de l'homme à qui j'ai emprunté cette citation, mais puisqu'il a prononcé ces paroles il ne peut à mes yeux qu'être un homme célèbre) « Entre le riche et le pauvre, entre le fort et le faible, c'est la liberté



John Cockburn, Celia Reyes, Bernard Decaluwé, Abdoulaye Diagne et le Président Abdoulaye Wade à droite.

qui asservit mais c'est la loi qui libère ». Cette maxime vaut pour les individus, mais elle est tout aussi vraie dans le contexte international. Et je vous invite, en tant qu'économistes d'abord, de toujours garder cette phrase en mémoire lorsque nous louons les vertus des économies de marché, et en tant que citoyen ensuite, de vous méfier des gouvernements d'états forts qui se permettent de violer les lois internationales au nom des valeurs de la liberté.

Après avoir brièvement évoqué les sources de la pauvreté et de l'inégalité, il nous reste à nous interroger sur les sources de la croissance économique. Peut-on espérer, en tant qu'économiste, qu'une croissance économique soutenue va contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'inégalité dans la distribution des revenus.

Pour commencer je n'aborderai pas les questions de l'inclusion, du respect des valeurs démocratiques, et des principes qui gouvernent l'état de droit car je suis persuadé qu'il n'y a personne dans cette salle qui n'adhère pas à ces valeurs universelles.

Abordons pour commencer l'accès aux marchés et en particulier l'accès aux marchés internationaux. Plusieurs chercheurs de notre Réseau se sont penchés et se penchent actuellement sur ces questions, qu'il s'agisse d'étudier les réformes de politiques commerciales ou l'impact de l'expansion des exportations sur les rémunérations du travail et les revenus des ménages. Mais, si la mondialisation d'une économie et la libéralisation des échanges peut créer de nouveaux marchés et de nouvelles opportunités (par exemple dans le cas vietnamien une large part de la réduction de la pauvreté est essentiellement attribuable à la commercialisation

du riz sur le marché international) elle peut aussi avoir pour conséquence de rendre les producteurs plus vulnérables et éventuelle conduire à la destruction pure et simple d'activités lucratives. Il suffit d'évoquer le cauchemar que créent les subventions, par les pays développés, de la production du coton ou d'autres produits agricoles pour comprendre l'importance d'avoir accès à des marchés internationaux dans des conditions normales de concurrence et de compétition. Dans ce contexte l'élaboration et la défense d'une position commune de certains pays africains dans le cadre des négociations à venir du Doha Round prend ici toute sa signification.

Si l'accès à de nouveaux marchés est une condition favorable à une croissance plus rapide encore faut-il être en mesure d'en profiter. Il est donc fondamental que l'investissement, qu'il soit sous forme d'investissement productif (accumulation de capital physique), d'investissement en capital humain (à travers l'éducation) ou dans le développement des infrastructures (capital public), suive et appuie la libéralisation des échanges et l'ouverture de l'économie. A mon sens les efforts faits par les pouvoirs publics de plusieurs économies africaines, et en particulier le Sénégal et de son président à travers le Népad, de jouer un rôle moteur pour appuyer le développement de l'initiative privée est certainement un facteur favorable à une croissance économique ordonnée et respectueuse des valeurs de ces sociétés.

Il reste un troisième facteur, souvent cité, comme facteur de croissance économique. J'ai

nommé le progrès technique, l'accroissement de la productivité, les nouvelles technologies de l'information etc. Il ne fait aucun doute qu'elles sont liées à la mobilité internationale des facteurs et que les restrictions à cette mobilité contribuent certainement à une réduction de la croissance. Il n'est toutefois pas clair à nos yeux si ces facteurs indubitablement positifs sont favorables à une meilleure distribution des revenus et à une réduction des inégalités. Qui saisira les nouvelles opportunités créées par ces nouvelles technologies? Qui saisira les nouvelles possibilités de commerce que créera l'accès à Internet? Les plus démunis? Les plus désavantagés dans notre société? Rien n'est moins certain et les effets d'entraînement seront-ils suffisants pour améliorer le sort des plus pauvres et donner à chacun l'espérance d'une vie meilleure?

C'est à toutes ces questions, et à quelques autres, que notre effort collectif tente de répondre. La croissance économique va-t-elle nous conduire vers un monde meilleur, plus équitable et où les opportunités de vivre une vie plus décente se seront améliorées pour un grand nombre. Quelles sont les politiques économiques de nos gouvernements et de nos institutions internationales les plus favorables à l'atteinte de ces objectifs? Nous n'avons certes pas toutes les réponses mais à sentir l'enthousiasme, le sérieux, et la profondeur de nos débats je suis persuadé que tout comme moi, et comme ceux qui à l'instar du Président Wade ont voulu appuyé de leur présence vos efforts, nous contribuerons à notre manière, et avec les multitudes des hommes et des femmes de bonne volonté de cette planète, à un monde meilleur.

Quatrième réunion générale à Colombo, Sri Lanka, 13 au 17 juin 2005

Le bureau du réseau PEP est actuellement en train de préparer la prochaine réunion générale du réseau PEP qui se tiendra à Colombo (Sri Lanka) du 13 au 17 juin 2005. Toutes les équipes de recherche financées par le réseau PEP sont éligibles à y participer sous réserve de soumettre un rapport de recherche final satisfaisant. Suite à l'évaluation des propositions soumises au réseau PEP, de nouvelles équipes seront également invitées à présenter leur proposition. Toutes les équipes devraient recevoir une première réponse vers la mi-janvier et la liste finale d'invitation sera constituée à la fin du mois de février. Près de 20 rapports et autant de nouvelles propositions sont attendus des réseaux PMMA et MPIA. Le réseau CBMS aura des présentations de toutes les équipes actuelles et de quelques nouvelles équipes. La réunion sera précédée par deux jours de formation conduits par le réseau MPIA et deux jours de formation par le réseau PMMA. Tous les participants à la réunion peuvent faire une demande pour participer à ces formations et sont invités à faire des suggestions sur les sujets à y aborder.

Les nouveaux projets du réseau CBMS

Bénin

Le Réseau CBMS a récemment approuvé une proposition du CBMS Bénin suite à une évaluation minutieuse de cette dernière par le comité d'organisation du Réseau. Les objectifs du CBMS au Bénin sont : (a) améliorer les capacités des communautés par la mise en place d'un processus de suivi et

d'évaluation de leur statut de pauvreté; (b) mettre en pratique la politique de décentralisation du pays par la diffusion d'information, et (c) appuyer le suivi et l'évaluation des mesures qui étaient définies dans le document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP).

Le travail du réseau CBMS sera administré par la Cellule d'Analyses de Politiques Economiques (CAPE) en coopération avec l'Equipe du Projet Bénin de MIMAP avec Mme Marie Odile Attanasso, chef du projet. Les membres de l'équipe de recherche du CBMS / Bénin sont : Ambroise Agbota, Roland Medjigbodo M-P et Félix Sossou.

Mandaue et Pasay

L'équipe de coordination du réseau CBMS, représentée par son chef de projet et son administrateur, ont récemment signé deux ententes de collaboration technique pour la mise en œuvre, à l'échelle de la ville, d'un système de suivi communautaire (CBMS). Deux villes sont visées par cette entente : Mandaue et Pasay.

Le gouvernement de la ville de Mandaue, représenté par le maire, et le vice-président nouvellement élu des Visayas de la League des Villes des Philippines, l'Honorable Thadeo Ouano, ont signé l'accord le 22 juillet, 2004 à l'Hôtel Manila, tandis que le gouvernement de la ville de Pasay, représentée par son maire, l'Honorable Wenceslao « Pewee » Trinidad, a également formalisé son partenariat avec l'Équipe à travers le MOA le 29 juillet, 2004.

Pour Mandaue, la dite initiative du CBMS, qui sera mise en œuvre dans tous les barangays, s'accorde avec son adoption d'opérations de planification et de

programmation basées sur les indicateurs de développement. Par exemple, les données du CBMS seront utilisées pour mettre à jour le plan d'ensemble de l'utilisation des terres de la ville. Conformément à cette collaboration, le gouvernement de Mandaue s'est engagé d'affecter l'appui financier requis à la conduite des activités liées au CBMS pour la période allant du 1^{er} août au 31 décembre 2004.

Treize nouvelles subventions de recherche

Suite aux propositions présentées à Hanoi et à Dakar, le réseau PEP a déjà décerné treize autres subventions de recherche de 20 000 \$ CA.

Bitronder Patrick Birungi
Uganda

Incorporating Environment Factors in Poverty Analysis Using Small Area Estimation Techniques: The Case Land Use Changes in Uganda

Mohamed Abdelbasset Chemingui
Tunisie

Trade Liberalization and Poverty in Rural Areas in Tunisia: Microsimulation in a general equilibrium framework

Caesar Cororaton
Philippines

Agricultural Sector Policies and Poverty in the Philippines: A CGE Analysis

Oumar Diop Diagne
Sénégal

Le noyau dur de la pauvreté au Sénégal

Hyacinth Ichoku Ementa
Nigeria

The Impoverishing Effects of the Health Care Financing System in Nigeria

Souleymane Sadio Diallo
Côte d'Ivoire
*Ouverture commerciale, et
Pauvreté en Côte d'Ivoire :
Analyse à l'aide d'un modèle
EGC Microsimulé*

Christian Arnault Émini
Cameroun
*Décomposition des effets des
politiques économiques et des
chocs exogènes sur l'évolution de
la pauvreté et de la distribution au
Cameroun : Une analyse en
équilibre général micro-simulé
avec double-calibration*

Hazel Jean Malapit
Philippines
*Labor supply responses to
income shocks under credit
constraints: Evidence from
Bukidnon, 2003*

Tabo Symphorien Ndong
Chad
*À qui profitent les dépenses
sociales au Tchad? Une analyse
d'incidence à partir des données
d'enquête*

Manson Nwafor
Nigeria
*The Impacts of Trade
Liberalization on Poverty in
Nigeria: Microsimulations in a
CGE Model*

María Inés Terra Ortiz
Uruguay
*The effects of increasing
openness and integration to the
MERCOSUR on the Uruguayan
labor market. A CGE modeling
analysis.*

Rizwana Siddiqui
Pakistan
*Modelling Gender Dimensions of
the Impacts of Economic Reforms
in Pakistan*

Kalilou Sylla
Côte d'Ivoire
*Une approche
multidimensionnelle de la
pauvreté appliquée à la Côte
d'Ivoire*

Plusieurs autres équipes ont été
invitées à réviser leur proposition,
et celles-ci devraient être
approuvées sous peu.

Subventions pour séjour d'étude

Margaret Chitiga
University of Pretoria, Afrique du
Sud
Séjour de recherche à l'Université
Laval, du 14 mars au 7 avril 2004.
Recherche : *Trade Policies and
Poverty in Zimbabwe - a
Computable General Equilibrium
Micro Simulation Analysis.*

Caesar Cororaton
Philippine Institute for
Development Studies, Philippines
Participation à la conférence du
Northeast Universities
Development Consortium
Conference (NEUDC) HEC
Montréal, 1^{er} au 3 octobre 2004.
Séjour de recherche à l'Université
Laval du 4 au 21 octobre 2004.
M. Cororaton a avancé ses
travaux sur la modélisation des
impacts sur la pauvreté de la
libéralisation commerciale et sur
les accords de Doha. Souleymane
Sadio Diallo
CIREC, Côte d'Ivoire
Séjour de recherche à l'Université
Laval, du 25 mars au 18 avril
2004. Recherche : *Ouverture
commerciale, et pauvreté en Côte
d'Ivoire : analyse à l'aide d'un
modèle EGC Micro simulé.*

Selim Raihan
IDPM, University of Manchester,
Royaume-Uni
Participation à la conférence du
Northeast Universities
Development Consortium
Conference (NEUDC) HEC
Montréal, 1^{er} au 3 octobre 2004.
Séjour de recherche à l'Université
Laval du 4 au 14 octobre 2004.
Ses travaux de recherche
portaient sur l'analyse des
impacts sur la pauvreté de la

libéralisation commerciale et sur
les accords de Doha. **Les
nouveaux cahiers de
recherche PEP**

Adegbidi, Anselme, Michel
Ahohounkpanzon, Épiphanie Adjovi,
Victorin Houndekon, Didier Djoi et
Siméon Fagnisse
*Profil de pauvreté et d'inégalité au
Bénin*

Wetta, Claude, Samuel T. Kaboré,
Bernard K. Bonzi, Souleymane
Sikirou, Malick Sawadogo et Prosper
Somda
*Le profil d'inégalité et de pauvreté
au Burkina Faso*

Ces deux premiers cahiers de
recherche ont été publiés et
plusieurs autres sont en cours de
préparation. Tous les cahiers de
recherche PEP sont d'abord
soumis à un évaluateur externe.
Une version révisée du cahier, si
elle est acceptée, est ensuite
transmise à un éditeur pour des
corrections finales. La série de
cahiers de recherche est soumise
au site Web Internet du PEP. La
série de cahiers de recherche est
également enregistrée avec
toutes les bases de données
bibliographiques majeures et les
bulletins.

Appel continu pour les propositions de recherche

Les propositions peuvent être
soumises en tout temps sur le site
du Réseau PEP. Les propositions
reçues jusqu'au 30 novembre
2004 seront évaluées pour une
présentation à la conférence de
juin 2005. Quant aux propositions
soumises à compter du
1^{er} décembre 2004, elles seront
considérées pour la réunion de
juin 2006.

Les directives pour soumettre une
proposition en tout temps sont
présentées dans la rubrique

« Call for Proposals », « Directives pour soumettre une proposition » sur le site.

Nous avons récemment amélioré cette section, et voici un aperçu des changements :

- l'âge et le genre sont maintenant demandés pour identifier les équipes comprenant de jeunes chercheurs et des femmes qui constituent deux groupes privilégiés pour l'octroi de subventions.
- des explications plus précises pour la présentation des propositions.
- plus de détails sur qui peut soumettre une proposition.

Nous vous invitons d'ailleurs à mettre à jour vos données personnelles dans « Personal Setting ». Vous pourrez maintenant y fournir votre sexe et votre âge (si moins de 30 ans), renseignements qui sont dorénavant requis pour soumettre une proposition.

Pour les chercheurs intéressés à soumettre une proposition, voici un rappel de la procédure. Un comité de présélection procède à l'analyse des propositions afin de déterminer si elles sont complètes et éligibles à du financement. Vous êtes ensuite informé du statut de votre proposition, et dans certains cas, l'on vous donne également des commentaires à son sujet. Environ trois à quatre mois avant une réunion du PEP, un comité de sélection détermine les meilleures propositions en se basant sur les critères de contribution scientifique, de pertinence pour les politiques locales, de concordance avec les champs thématiques du PEP ainsi que de faisabilité de la recherche. Les équipes choisies seront alors invitées à présenter et à discuter de leur proposition à cette réunion. Étant donné qu'il

est très souvent nécessaire que les propositions soient révisées une ou plusieurs fois après leur soumission, nous vous demandons votre collaboration à nous faire parvenir vos soumissions dès que possible. De plus, nous suggérons fortement aux équipes de recherche de soumettre leur proposition et les documents afférents directement sur le site Web du PEP. Si vous ne pouvez déposer vous-même votre proposition, veuillez expédier tous les renseignements requis ainsi que votre proposition à l'adresse de courriel suivante : pep@ecn.ulaval.ca.

Autres subventions de recherche PEP

Nous invitons les chercheurs du PEP à faire des demandes pour du financement supplémentaire dans le cadre des activités suivantes :

- Dans le cadre des subventions de recherche du PEP, du financement peut être obtenu pour permettre aux jeunes membres (de moins de 30 ans) des équipes de recherche du PEP de participer à une réunion du PEP.
- Subventions de formation et de développement professionnel : permet le financement de la participation d'un membre d'une équipe du PEP à un atelier de formation, une visite d'étude ou à une conférence internationale en lien avec le thème de sa recherche avec le PEP.
- Subvention pour conférence nationale : afin de supporter le financement de l'organisation d'une conférence nationale en lien avec le sujet de recherche d'un chercheur du PEP.

Les détails de ces subventions sont présentés dans le *Guide des subventions* qui est disponible sur

la page d'accueil du [site Web du PEP](#).

Cotons d'Afrique : le poids des subventions mondiales

Le livre *Cotons d'Afrique : le poids des subventions mondiales*, publié au printemps 2004 par le Réseau d'expertise des politiques agricoles (REPA), permet de lever le voile sur la nature et l'ampleur des subventions et d'évaluer leurs impacts sur les économies africaines. Plusieurs chercheurs PEP ont pris partie à l'élaboration de ce livre.

Pour plus de détails : article du journal *Le Soleil*, 6 mai 2004 [http://web.idrc.ca/en/ev-59706-201-1-DO_TOPIC.html].

La phase 2 du Réseau PEP (1^{er} octobre 2004 au 30 septembre 2007)

La proposition pour la phase 2 du réseau PEP a été officiellement soumise au CRDI. Le fonctionnement du réseau PEP ne va pas fondamentalement changer au cours de la seconde phase. L'axe principal de ses actions sera la poursuite et l'extension graduelle des activités de recherche ainsi que de formation de base, des études comparatives spéciales à travers les pays, la dissémination, l'expansion des ressources et la dévolution des réseaux MPIA et PMMA aux Institutions du Sud.

Ouverture d'un bureau PEP à Dakar

Un des objectifs que s'est donné le PEP dans la deuxième phase de son développement est de décentraliser ses activités vers des institutions du Sud. C'est dans ce cadre qu'un nouveau bureau PEP a été mis en place

dans les locaux du CECI à Dakar, Sénégal. C'est Mme Ndèye Lika AÏDARA qui agira à titre de chargée des affaires administratives. Elle sera en permanence dans le bureau à Dakar pour gérer une partie des affaires administratives du Réseau PEP et assurera la coordination entre les chercheurs africains membres du réseau PEP, le CIRPÉE et AKIEBS. Plusieurs d'entre vous connaissez déjà Mme Aïdara pour l'extraordinaire organisation de la dernière réunion qui s'est tenue à Dakar en juin 2004.

Dorénavant, les chercheurs africains pourront contacter Mme Aïdara pour toutes questions relatives à leur participation dans les activités du PEP par courriel : ndeye@ecn.ulaval.ca.

Outils de recherche de littérature en ligne

Le service de Recherche des Bases de Données du CRDI

Ce site donne un accès en ligne à des outils de littérature ainsi qu'à un immense nombre de journaux scientifiques de haut niveau (avec des articles téléchargeables). Tous les membres des équipes qui bénéficient actuellement de l'appui financier de PEP ou du CRDI/MIMAP sont éligibles à l'utilisation aux Bases de Données de Recherche du CRDI. La collection des bases de données de la Bibliothèque du CRDI est une ressource destinée à appuyer les activités de recherche des bénéficiaires de l'aide en donnant accès à une littérature abondante dont une partie comporte des textes intégraux. Pour accéder aux bases de données, vous devez avoir au minimum, Windows 95 et Internet Explorer, version quatre. Des informations supplémentaires sur ces bases de données ainsi que sur d'autres services fournis

grâce à la Bibliothèque di CRDI sont disponibles à la page Web suivante :

http://web.idrc.ca/en/ev-45342-201-1-DO_TOPIC.html.

Ces services sont disponibles aux chercheurs pendant toute la durée de leur projet de recherche. Pour ceux qui s'y intéressent et qui n'ont pas encore de nom d'utilisateur et de mot de passe, veuillez soumettre les noms et les courriels des personnes de votre équipe de recherche qui utiliseront le service. Pour les bénéficiaires des appuis financiers du PEP, ces informations devraient être transmises à Sonia Moreau : sonia.moreau@ecn.ulaval.ca. Dans le cas des bénéficiaires des aides du MIMAP, la demande devrait être adressée à Raman Sohal : rsohal@idrc.ca. Les noms de ces personnes devraient faire partie de ceux qui apparaissent dans votre proposition de recherche. Cette information sera transmise par Mme Moreau et Mme Sohal à la bibliothécaire, Barbara Porrett, qui fournira à

chaque membre de l'équipe, un nom d'utilisateur et un mot de passe, et elle vous notifiera directement aussitôt que ceci sera accompli. Mme Porrett vous donnera aussi plus de détails sur toute la gamme de services offerts à travers la Bibliothèque.

Rencontres à surveiller dans le monde de la recherche

Pour plus de renseignements sur cette section, voir le site Web à « Related events outside PEP » sur la page d'accueil du site Web du PEP ainsi que sur la page « Modeling events outside PEP » sur la page d'accueil du MPIA (« Research Groups », « MPIA » sur www.pep-net.org).

Conférence internationale sur la modélisation de politiques (International Conference on Policy Modeling, EcoMod2005) à Istanbul, du 29 juin au 2 juillet 2005
Vous êtes invité à soumettre votre résumé ou papier complet (de préférence) sur le site Web de la



Ndèye Lika Aïdara lors de son passage de formation au bureau du PEP à l'Université Laval, Québec, Canada. Jean-Yves Duclos, Nabil Annabi, John Cockburn, Gaétane Marcoux, Sonia Moreau, Ndèye Aïdara, Jane O'Brien.

conférence : www.ecomod.org.
Détails de la conférence :
www.ecomod.net.

La date limite pour les
soumissions est le 15 janvier
2005.

La date limite pour la soumission
des papiers complets est le 1er
mai 2005.

22^e Journées de Microéconomie
Appliquée
26 et 27 mai 2005 à Hammamet
(Tunisie)

Ces Journées sont organisées
par la Faculté des Sciences
Économique et de Gestion de
Tunis.

Toutes les soumissions peuvent
être en français ou en anglais.
Date limite pour la soumission :
11 février 2005.

Journées de l'AFSE, Clermont 2005
Le Centre d'Études et de
Recherches sur le
Développement International
(CERDI), unité mixte de
recherche du CNRS et de
l'Université d'Auvergne,
organisera, les 19 et 20 mai 2005,
les prochaines journées
scientifiques de l'Association
Française de Sciences
Economiques (AFSE) sur le
thème de l'économie du
développement et de la transition.
Date limite pour soumettre une
proposition : avant le 1^{er} février
2005.

Conférence annuelle de la Banque
mondiale sur l'économie du
développement (Annual Bank
Conference on Development
Economics) à Dakar
La 17^e édition de la Annual Bank
Conference on Development
Economics (ABCDE) se tiendra à
Dakar, le 27 janvier 2005. La
ABCDE, l'une des conférences
sur le développement les mieux
connues mondialement, se
tiendra pour la première fois dans
un pays africain, et pour la
seconde fois dans un pays en
développement (ABCDE 2003
s'est tenue à Bangalore, Inde). Le

thème général de la conférence
est « Croissance et intégration ».
Pour plus de renseignements,
visitez :
www.worldbank.org/abcde2005senegal.

Le Réseau du Développement Global
(GDN) tiendra sa sixième conférence
annuelle sur le développement global
du 24 au 26 janvier 2005 à Dakar,
Sénégal. Le thème de la
conférence est « Les Mondes en
Développement et
Développés : l'Impact Mutuel ».
Date limite de soumission
passée.

Nouvelles des membres

A compter de janvier Caesar
Cororaton sera chercheur au
Département des marchés du
Commerce et Institution de
l'IFPRI à Washington.

Sa tâche principale sera de
développer un réseau dont
l'objectif principal portera sur des
problèmes relatifs à la
libéralisation des échanges
(problèmes liés à l'OMC), aux
politiques alimentaires, aux
politiques agricoles et à la
pauvreté pour l'Asie du Sud. Le
réseau sera éventuellement
développé pour couvrir l'Asie du
Sud-Est.



Caesar Cororaton

Cosme Vodounou a été nommé
au poste de Directeur général de

l'Institut National de Statistique du
Bénin le 23 avril dernier.

Épiphané Adjovi est maintenant
Directeur général des affaires
économiques au Bénin, soit le
plus haut fonctionnaire
responsable des politiques
économiques. Dans ce cadre, il
coordonne toutes les initiatives en
matière de politique économique :
- conseille le gouvernement dans
le pilotage à court, moyen et long
terme de l'économie nationale;
- fait le suivi de l'exécution de la
politique d'intégration économique
régionale du gouvernement;
- surveille les actions de contrôle
des assurances;
- contrôle l'assistance aux
entreprises publiques.

Dorothée Boccanfuso et **Luc
Savard** sont de retour au
Québec, Canada. Ils sont
maintenant professeurs à
l'Université de Sherbrooke. Merci
pour leur précieuse collaboration
lors de leur séjour à Dakar.

Marie-Hélène Cloutier,
Université Laval (Québec,
Canada) a déposé son mémoire
*Éducation au Viet Nam – Une
analyse en équilibre général
calculable*. Elle poursuit
maintenant des études de
doctorat à l'Université de
Montréal.

Un nouvel étudiant, **Nitesh
Sahay** de l'Inde, a rejoint l'équipe
au mois d'août 2004 pour
poursuivre un programme de
PHD à l'université Laval avec une
thèse sur la modélisation EGC
des problèmes de santé en Inde.

Si vous avez des nouvelles que
vous voudriez partager, veuillez
nous transmettre cette) et il
information par courriel
(pep@ecn.ulaval.ca) nous fera
plaisir de la publier dans la
prochaine édition de Info-PEP.

Le réseau de recherche Politiques Économiques et Pauvreté (PEP) en bref

Le réseau de recherche Politiques Économique et Pauvreté (PEP) est un réseau formé de chercheurs travaillant pour réduire la pauvreté. Les objectifs spécifiques sont :

- Une meilleure compréhension des causes et des conséquences de la pauvreté
- Proposer des stratégies, politiques et programmes alternatifs pour réduire la pauvreté
- Améliorer le suivi et la mesure de la pauvreté
- Développer les capacités de recherche (et de formation) locales dans ces domaines
- Développer de nouveaux concepts et méthodologies par la recherche fondamentale

Le réseau est composé de trois réseaux intrinsèquement liés. Le premier – *Community-Based Monitoring Systems (CBMS)* – conçoit et dirige des systèmes de suivi du point de vue communautaire et de développement local visant la pauvreté dans un sens multidimensionnel. Le deuxième – *Poverty Monitoring, Measurement and Analysis (PMMA)* – a pour but de développer et d'appliquer des outils analytiques pour mesurer et permettre un suivi de la pauvreté ainsi que d'analyser un large éventail de problématiques liées à la pauvreté. Le troisième – *Modeling and Policy Impact Analysis (MPIA)* – utilise des modèles et des analyses au niveau national comme « laboratoire » afin d'identifier et d'analyser le lien entre certaines politiques spécifiques et certains chocs et leur éventuel impact sur la pauvreté.

Rappel : Afin que nous puissions être en mesure de vous contacter, nous vous invitons, s'il y a lieu, à faire une mise à jour de vos données personnelles (Personal Settings) sur le site du PEP [<http://www.pep-net.org/>]. Vous pouvez également y sélectionner les adresses de courriel pour lesquels vous désirez recevoir les annonces du PEP. Si vous ne désirez plus faire partie de cette liste d'envoi, veuillez désélectionner, toujours dans Personal Setting, la case « I want to receive the PEP-TAL

